

PRÉFÈTE DE LA DORDOGNE

SOUS-PREFECTURE DE NONTRON
POLE ENVIRONNEMENT ET URBANISME

ARRÊTÉ n° 24-2017-06-08-001
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de LANOUAILLE

La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR),

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2012 approuvant la carte communale de LANOUAILLE,

VU la délibération en date du 19 mai 2015 de la commune de LANOUAILLE prescrivant la révision de sa carte communale,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2000 modifié, portant création de la communauté de communes du pays de Lanouaille ;

Vu l'arrêté n° PREF/DDL/2016/0178 portant extension du périmètre de la communauté de communes du Pays de Lanouaille aux communes de la communauté de communes Causses et Rivières en Périgord, à l'exception de la commune de Savignac-Les-Eglises à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-097 du 14 décembre 2016 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays de Lanouaille ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 31 août 2016,

VU la désignation de M. Bernard TILEVITCH, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté de la commune de Lanouaille en date du 09 novembre 2016 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 28 novembre 2016 au 28 décembre 2016 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU la délibération du conseil communautaire du Pays de Lanouaille en date du 06 avril 2017 approuvant la révision de la carte communale de LANOUAILLE,

VU les avis des services consultés,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-2017-04-13-003 donnant délégation de signature à Monsieur Hervé BOURNOVILLE, sous-préfet de Nontron ;

SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Nontron,

ARRETE

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de LANOUAILLE annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Conformément aux articles R.161-1 et suivants du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (2 plans de zonage)
- des annexes (servitudes d'utilité publique)

Article 3 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- au siège de la communauté de communes du Pays de Lanouaille,
- à la mairie de LANOUAILLE,
- au service territorial du Périgord Vert (Direction Départementale des Territoires),
- à la sous-préfecture de Nontron,

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Président de la communauté de communes du Pays de Lanouaille.

Article 5 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale seront affichés en mairie et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 7 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 5 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 8 : le sous-préfet de Nontron, le Maire de la commune de LANOUAILLE, le Président de la Communauté de communes du Pays de Lanouaille, le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nontron, le 8 juin 2017

Pour la Préfète et par délégation
Le Sous-Préfet de Nontron,



Hervé BOURNOVILLE

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Madame la Préfète de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24016 PERIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.